



DOUBLE BINGO

Lavage, esthétique
et protection de véhicules

Pour toute information, veuillez contacter
(+ 228) 92 85 85 02 / 79 84 02 02

Promotion de 20% sur tous
nos tarifs du 1er au 31 Mars 2024

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

France

Un milliard d'euros pour construire des logements intermédiaires

Pour répondre à la crise du manque de logements, les ministres de l'Economie et du Logement ont annoncé, ce jeudi, la mobilisation d'un milliard d'euros ...

• (Page 08)

LBC/FT

Le GIABA en mission de sensibilisation des médias à Lomé

Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) organise ...

• (Page 09)



Tribune du Dr Beaugrain Doumonque, Président chez Construire pour demain • (Page 03)

Réformer les institutions pour dynamiser l'aménagement



Togo / Elections législatives et régionales • (Page 04)

La HAAC prépare une couverture médiatique professionnelle

Séminaire de l'AFRITAC à Lomé

Vers une révolution digitale fiscale en Afrique de l'Ouest

Le lundi 18 mars 2024, s'est ouvert à Lomé, le Séminaire du Centre régional d'assistance technique du FMI ...

• (Page 02)

UEMOA

Abdoulaye DIOP présente l'état de l'union jeudi à Lomé

Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP devant les Députés du Comité Interparlementaire (CIP-UEMOA) le ...

• (Pages 05)

Numérisation du fret aérien

Les premiers signataires de la Charte du leadership de l'IATA

L'Association du transport aérien international (IATA) a annoncé le lancement de la Charte du leadership en matière de ...

• (Page 06)

Préfecture des Lacs

Faure Gnassingbé promeut le développement local

En marge du premier séminaire gouvernemental qui s'est tenu récemment à Aného, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a entrepris ...

• (Page 11)



FORUM INTERNATIONAL DE
L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE
ET DE L'INNOVATION (FONI 2024)
3^e édition

Placé sous le Haut Patronage de son Excellence
Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,
Président de la République Togolaise

THEME
INTERMEDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI
POUR UNE INCLUSION FINANCIERE, NUMERIQUE
ET SOCIALE EN AFRIQUE

16 au 17 MAI 2024
A L'HOTEL 2 FEVRIER
LOME/TOGO

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER
EN AFRIQUE DE L'OUEST

(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41

INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA
WWW.FONI.AFRICA

Organisé par
AFRIK
CREANCES

Tribune du Dr Beaugrain Doumougue, Président chez Construire pour demain

Réformer les institutions pour dynamiser l'aménagement

Pour réaliser pleinement les objectifs d'aménagement, une organisation institutionnelle solide et des partenariats efficaces sont indispensables. Dans cette tribune, Dr Beaugrain Doumougue, Président chez Construire pour demain, démontre comment la planification urbaine a souvent échoué en raison de son décalage avec la réalité de terrain et de son manque de coordination avec les investissements et les ressources. Toutefois, les approches contemporaines, axées sur la participation citoyenne et la bonne gouvernance, sont prometteuses sous réserve des mécanismes qui les valorisent au mieux.

Résoudre la question institutionnelle pour relancer l'aménagement en Afrique

L'aménagement du territoire est l'euphémisme de l'amélioration des conditions de vie des populations en Afrique. Si sa nécessité ne fait pas débat, son efficacité reste conditionnée par la maîtrise des verrous institutionnels qui le diluent.



La frénésie des villes en fait les principaux centres du développement économique. Terreaux de tous les possibles, elles se distinguent des villages par les innombrables opportunités qu'elles offrent en termes d'emplois et de possibilités de réduction de la pauvreté, voire d'ascension sociale. Le niveau de développement humain est fortement lié au taux d'urbanisation, ce qui suppose que des services soient associés pour répondre aux besoins sans cesse croissants d'une population non moins croissante, précisément lorsque les changements climatiques menacent la planète. Cela implique une planification territoriale, et des aménagements précis dans un environnement spatial donné, en assurant l'homogénéité du développement économique dans cet espace.

Des écueils historiques

Des déséquilibres existent toutefois entre les zones urbaines et les zones rurales, disparités que l'aménagement devrait pouvoir prendre en compte pour orienter le déploiement des établissements humains et des infrastructures d'une manière judicieuse et profitable pour un développement équilibré. Voilà pourquoi l'aménagement doit être extrêmement raisonnable et témoin des objectifs clairement définis par la planification. Car l'homme a toujours organisé et aménagé son espace au mieux de ses intérêts et de ses besoins. Dans les sociétés traditionnelles des États qui constituent aujourd'hui l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) par exemple, l'occupation de l'espace, comme partout ailleurs en Afrique, était guidée par des aspirations et des besoins à satisfaire : sécurité, disponibilité des terres cultivables, présence de gibier, nécessité de mobilité et considérations d'ordre social et commercial.

En Afrique justement, la planification classique par schémas directeurs a souffert des faiblesses intrinsèques qui les prédestinaient à un échec. En effet les plans d'urbanisme ont souvent été conçus sur le continent sur base de données souvent déconnectées de la réalité sur le terrain, des dynamiques politico-économiques et sociales de la ville. Menée par des bureaucrates, la planification urbaine se résumait à un exercice technocratique proche de la planification économique et qui procédait essentiellement par le zonage et l'occupation des sols sans établir de

relation avec la planification des investissements et la mobilisation des ressources.

Au-delà de ceci, les rapports entre l'Etat central et les collectivités locales ont toujours été aussi flous que la question institutionnelle a souvent représenté un handicap dans la gestion de la ville, tant les priorités immédiates semblaient indissociables des objectifs à long terme. La réforme fondamentale à l'instauration des politiques et cadres juridiques de mise en œuvre correcte de la planification urbaine a également figuré au rang des principaux freins à l'application des schémas directeurs, compte non tenu de la crise de la dette qui a assommé une pratique déjà boiteuse.

Des perspectives balbutiantes

Ramenée au goût du jour au Sommet de la Terre de Rio en 1992 par l'ONU Habitat, la planification est, depuis, regardée comme un outil et un indicateur de bonne gouvernance urbaine. Centré sur la gouvernance urbaine, le Sommet d'Istanbul (Habitat II, 1996) fera la part belle à la planification urbaine dont de nouveaux cadres de mise en œuvre sont définis. Dorénavant il faudra toujours opérer un processus démocratique mettant à profit la contribution de la société civile et de toutes les parties prenantes dans un processus guidé par les experts en la matière. Il faudrait ensuite pouvoir penser la ville de manière globale et en intégrant les aspects sociaux et économiques à la protection environnementale et traduire ces visions en plans d'actions concrets et priorisés dont la mise en œuvre devrait être prioritairement dévolue aux autorités locales. Celles-ci étant plus proches des populations sont les mieux placées pour prendre en charge la planification et la gestion urbaines au niveau local, d'où la nécessité préalable d'une bonne gouvernance et d'une politique urbaine réaliste et clairement appropriée, dans un environnement garantissant la bonne distribution des compétences à l'échelon décentralisé.

Ces approches de la planification, bien qu'adoptées, au moins sur le principe, par la majorité des pays en développement, font face à des difficultés d'ordre institutionnel, financier et de leadership dans la continuité des actions engagées. Si la planification en Afrique revêt (ou a revêtu) diverses formes (environnementale, territoriale, opérationnelle, plans directeurs ou d'occupation des sols, etc.) elle a toujours impacté la réalité, même quand elle a été vouée à l'échec.

L'aménagement est balbutiant dans de nombreux pays africains, hésitant entre une structure purement verticale de haut en bas et une autre (participative) de bas en haut. Il n'en demeure toutefois pas moins que sans une organisation institutionnelle forte et des prérogatives clairement définies et dévolues aux différents intervenants et aux partenaires (dont la présence est vitale au succès des opérations d'aménagement notamment pour le financement et le suivi-évaluation) ; il serait impossible d'atteindre les objectifs escomptés.

Dr Beaugrain Doumougue
Président chez Construire pour demain

Dr Beaugrain Doumougue est ingénieur civil, physicien du bâtiment et expert en intelligence stratégique. Président de Construire pour demain, il est également fondateur de StratCo et Directeur du développement du Groupe scientifique SIGMA.

Elections législatives et régionales

La HAAC prépare une couverture médiatique professionnelle

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la communication (HAAC) du Togo est pleinement engagée dans l'organisation d'une couverture médiatique réussie des élections législatives et régionales prévues pour le 20 avril 2023.

Dans cette optique, un séminaire de formation et de sensibilisation a été organisé le lundi 18 mars 2024 à l'hôtel Concorde de Lomé, destiné aux médias privés du pays. Sous le thème "Le professionnalisme dans la couverture médiatique des élections législatives et régionales 2024", cet événement avait pour objectif principal de rappeler aux professionnels des médias les règles régissant le déroulement des élections couplées, une première au Togo. Dans son discours d'ouverture, le président de la HAAC, Telou Pitalounani, a insisté sur l'importance du respect des principes de pluralisme et d'équilibre de l'information dans la couverture médiatique de ces échéances électorales cruciales. Bien que les médias togolais soient déjà familiers avec la couverture des scrutins, Telou Pitalounani a souligné l'importance de rappeler certaines règles, car "la répétition est pédagogique". Il a également exhorté les professionnels des médias à se familiariser avec les textes réglementaires et législatifs qui guideront la gestion médiatique de la campagne électorale, des opérations de vote et de la proclamation des résultats. Ce séminaire se poursuivra avec la participation des médias publics et sera également étendu dans les jours à venir aux professionnels des médias privés et publics des autres régions du pays. La HAAC démontre ainsi son engagement à assurer une couverture médiatique équilibrée, transparente et professionnelle de ces élections cruciales pour la démocratie togolaise.

A.M.



Droits de l'Homme

Au Togo, neuf nouveaux membres à la tête de la CNDH

Au Togo, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a de nouveaux membres dirigeants. L'Assemblée nationale togolaise a procédé au renouvellement des membres de cette instance, le vendredi 15 mars dernier, en présence du nouveau ministre des droits de l'Homme, Chargé des Relations avec les Institutions de la République, Pâcome Adjourouvi.

Sur les neuf personnalités sélectionnées par les députés, quatre sont des femmes. Ces nouveaux membres seront officiellement nommés par décret présidentiel et prêteront serment devant le bureau de l'Assemblée Nationale avant leur prise de fonction. Rappelons qu'au Togo, la Commission Nationale des Droits de l'Homme, élevée au rang des Institutions de la République par la Constitution de 1992, a pour missions principales la promotion et la protection des droits



de l'homme ainsi que la prévention de la torture et des traitements inhumains ou dégradants. Ce renouvellement est du reste perçu comme un signe positif pour l'Etat de droit et la démocratie, selon Pacôme Adjourouvi, tout récemment nommé au poste de ministre des droits de l'Homme, chargé des Relations avec les institutions de la République.

Avec Togo First

Les nouveaux membres la CNDH

Protection de l'environnement : KOLANI Nakodjoua
Santé : ADJODI Anabadédi
Droit et Justice : ATTITSO Afi ; KODJO Gnambi Garba
Sciences humaines : AISSAH-ASSIH Tembe Ashira Irène
Défense des droits de l'homme : AZAMBO Badabossia ; BOURAIMA Adjidjatou ; KADJA Abalodjam ; SANVEE Ohini Kwao Didi.

Salon de l'emploi

La 2ème édition autour de l'innovation et des start-ups, les 12 et 13 avril

Au Togo, la deuxième édition du Salon de l'emploi est annoncée les 12 et 13 avril prochains. L'édition de cette année, avec pour thème "Promouvoir l'innovation à travers les start-ups », fait suite au succès de 2023 et vise à fournir aux jeunes entrepreneurs, des informations sur l'importance des idées innovantes et les vastes opportunités offertes par les nouvelles technologies et l'internet.

L'annonce a été faite lundi 11 avril par des responsables de la Fondation Piscare, lors d'une conférence de presse tenue à l'OCDI à Lomé. Selon le Dr Atchou Essouso, Commissaire Général et Directeur Exécutif de la Fondation Piscare, l'objectif du Salon de l'emploi est de répondre au besoin d'employabilité et d'offrir aux diplômés, des opportunités sur le marché du travail. "Le projet vise à combler le fossé entre les demandeurs d'emploi et les employeurs, à savoir les entreprises ayant besoin d'une main-d'œuvre qualifiée", a-t-il ajouté. Le Prof. Joseph Koffi Tsigbe, Directeur de



la Coopération à l'Université de Lomé, a rappelé les deux types d'innovation - l'innovation radicale et l'innovation incrémentale - et mis l'accent sur cette dernière ainsi que son adaptation aux besoins locaux. Pour rappel, le salon est organisé conjointement par la Fondation Piscare, l'Université de Lomé et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), dans le cadre du projet "Employabilité 25", initié et exécuté par la Fondation Piscare.

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimés ; OCDE ; Annuaire statistique mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE-----
La Commission
-----**Communiqué de presse****PRESENTATION DE L'ETAT DE L'UNION AU TITRE DE L'ANNEE 2023**

Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP devant les Députés du Comité Interparlementaire (CIP-UEMOA) le 21 mars 2024 à Lomé.

Conformément aux dispositions des articles 26 et 36 du Traité de l'Union, le Président de la Commission de l'UEMOA soumet chaque année aux Députés, membres du Comité Interparlementaire de l'UEMOA, un rapport général sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union.

Pour l'exercice 2023, la présentation, aura lieu le **jeudi 21 mars 2024 à l'Hôtel du 2 février à Lomé** en République Togolaise à partir de **09 heures**. Cette présentation sera suivie d'échanges avec les Députés des 8 Etats membres de l'UEMOA.

Pour rappel, le Comité Interparlementaire de l'UEMOA, l'Organe de contrôle démocratique de l'Union, est composé de 40 membres, soit 5 députés par Etat, désignés par l'Organe législatif de chaque pays.

Plus d'informations sur le CIP-UEMOA : www.uemoa.int

Contact : DCOMINFOS@uemoa.int

Ouagadougou, le 18 mars 2024

La Direction de la Communication

Numérisation du fret aérien

Les premiers signataires de la Charte du leadership de l'IATA

L'Association du transport aérien international (IATA) a annoncé le lancement de la Charte du leadership en matière de numérisation de l'IATA lors du IATA World Cargo Symposium à Hong Kong. Cathay Cargo, CHAMP Cargosystems, Global Logistics System (HK) Company Limited, IAG Cargo, IBS Software, LATAM Cargo et Lufthansa Cargo sont les premiers signataires de la charte.

● Wilson Lawson

La Charte du leadership en matière de numérisation vise à accélérer le parcours de numérisation du secteur du fret aérien en s'engageant sur cinq principes directeurs clés. Développée en consultation avec les membres du Conseil consultatif du fret de l'IATA, les compagnies aériennes et la communauté du fret aérien dans son ensemble, la charte vise à stimuler l'innovation, à améliorer l'efficacité et à promouvoir une transformation numérique durable et harmonisée. Au cœur de la charte se trouve l'importance du partage de données à l'aide d'IATA ONE Record pour un échange de données fluide et efficace. « La numérisation est impérative pour le secteur du fret aérien. Cela nécessite un alignement pour garantir une approche unifiée et efficace. L'IATA a introduit la Charte du leadership en matière de numérisation pour mener cet alignement. En



adhérant aux principes de la Charte – adopter des normes à l'échelle de l'industrie, défendre la durabilité, garantir une utilisation éthique de la technologie et maintenir le leadership numérique – la charte établit une référence en matière d'excellence », a déclaré Brendan Sullivan, responsable mondial du fret à l'IATA. Les principes directeurs du leadership numérique comprennent des engagements à : Développer une stratégie numérique unifiée et collaborative qui défend l'interopérabilité et l'utilisation de normes mondiales tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Améliorer la résilience organisationnelle en construisant une infrastruc-

ture numérique robuste et en mettant en œuvre des stratégies qui protègent contre les risques de cybersécurité tout en garantissant l'utilisation responsable de l'IA générative. Poursuivre une numérisation durable en mettant l'accent sur le soutien aux initiatives technologiques respectueuses de l'environnement. Poursuivre l'excellence numérique en gardant une longueur d'avance sur les tendances numériques, en garantissant des pratiques sécurisées et durables et en établissant les meilleures pratiques du secteur. Utiliser les nouvelles technologies de manière éthique lors de l'adoption des technologies émergentes.

Côte d'Ivoire

La CGECI veut engager les entreprises dans la transition climatique

La Maison de l'Entreprise, siège de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), sise au Plateau, abritera les 16 et 17 avril 2024, le forum CAP GREEN 2024. Il portera sur le thème « CAP GREEN, DE LA VISION À LA TRANSITION : structuration et accélération des mécanismes de financement et d'investissement verts ».

● Nicole Esso

Le projet a été dévoilé le 12 mars, au cours d'une conférence de presse au siège de l'organisation patronale, par son Directeur Exécutif, M. Stéphane AKA-ANGHUI et le président de la Commission Énergie, Climat, Environnement, Qualité (ECEQ), M. Mamadou DOUMBIA, en présence de dirigeants d'entreprises. Le forum rassemblera 400 participants de haut niveau, tous des acteurs majeurs du secteur privé, figures de premier plan du secteur public et des universitaires de renommée mondiale traitant des questions climatiques. L'initiative a été pensée et conçue en partenariat avec des entités de rang international. L'ambition de cette rencontre est d'accompagner les participants dans un paradigme de décarbonation, aligné sur les Contributions Déterminées au niveau National (NDCs) que la

Côte d'Ivoire s'est engagée à atteindre. « A la suite de l'accession du Président Ahmed Cissé à la tête de la CGECI, en décembre 2022, un nouveau plan stratégique (2023-2026) a été élaboré. L'axe 1 de ce Plan met l'accent, à côté de l'amélioration de l'environnement des Affaires, sur la contribution de la CGECI à la transformation structurelle de l'économie. La Mesure 5 en particulier appelle à favoriser l'adoption de pratiques et modèles d'affaires verts et responsables, dans l'optique de contribuer au développement d'une économie diversifiée, inclusive et durable. Le Forum CAP GREEN 2024 se veut un élément essentiel de cette nouvelle stratégie dans laquelle nous ne nous intéressons pas seulement aux questions énergétiques, mais également au climat et à l'Environnement, au sens large. Bien plus qu'un simple forum, CAP GREEN incarne notre engagement collectif en faveur de la transition vers une économie durable en Côte

d'Ivoire et dans la sous-région. » a déclaré le Directeur exécutif de la CGECI, M. Stéphane AKA-ANGHUI. Divers secteurs d'activité de l'économie sont concernés : l'industrie (cimenterie, minoterie, l'industrie lourde, etc.), l'agro-industrie (transformation de matières premières telles que l'hévéa, le café et le cacao, l'anacarde), l'agriculture. Sans oublier des leaders des services, des transports, des entreprises de télécommunications ; des utilities couvrant l'eau et l'énergie. Le président de la commission Énergie, Climat, Environnement et Qualité (ECEQ) de la CGECI, Mamadou Doumbia, a précisé que Cap Green est « le forum de la connaissance, de la création d'actifs et de la mise en place d'une plateforme pour réussir la transition écologique ». Il s'agit de « relever le défi de la technologie, le défi du financement et le défi de la réglementation », a-t-il souligné.

Ghana

Un programme d'apprentissage pour former 50 000 maîtres-artisans et apprentis

Ces sept dernières années, le gouvernement du Ghana revendique avoir investi plus de 466 millions USD dans le secteur de la formation technique et professionnelle. Pour lui, cet investissement n'a d'autre but que d'avoir des travailleurs qualifiés capables de satisfaire le besoin de main-d'œuvre local.

Le vice-président du Ghana, Mahamudu Bawumia (photo), a lancé le mercredi 13 mars le Programme national d'apprentissage (GAP) du Ghana. Ce programme, qui vise à promouvoir le développement des compétences et la création d'emplois dans le pays, ambitionne de former 50 000 maîtres-artisans et apprentis dans diverses compétences techniques, professionnelles et éducatives. « Le programme facilitera le passage des méthodes conventionnelles à une approche fondée sur les compétences, en veillant à ce que les apprentis soient dotés non seulement de connaissances théoriques, mais aussi de compétences pratiques et pertinentes pour l'industrie », a déclaré le vice-président. Pour ce dernier, cette démarche aura pour but d'améliorer l'employabilité des personnes formées en même qu'elle garantira la compé-



tivité de la main-d'œuvre locale. Le programme mis en œuvre par le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation et de la Commission pour l'enseignement technique et professionnel, nécessite un financement de 800 millions de cedis (62 millions USD) provenant d'un prêt de 40 millions USD de la Banque mondiale et de 20 millions d'euros (22 millions USD) de la Banque allemande de développement. Ce nouvel investissement traduit les efforts du gouvernement à satisfaire au besoin

de compétences des entreprises, cela à travers le développement de la formation technique et professionnelle. Ces sept dernières années, le gouvernement du Ghana revendique avoir investi plus de 6 milliards de cedis (466 millions USD) dans ce secteur de l'éducation, dont l'un des plus gros projets fut celui d'instaurer la gratuité dans les établissements d'EFTP (enseignement et formation techniques et professionnels).

Avec Agence Ecofin

Projet

Bayer teste un outil d'IA générative pour l'agriculture

Bayer a annoncé le lancement d'un projet pilote d'un système expert GenAI destiné aux agriculteurs et aux agronomes de haut niveau dans leur travail quotidien.

● Nicole Esso

L'entreprise utilise des données agronomiques exclusives pour former un grand modèle de langage (LLM) avec des années de données internes, des informations issues de milliers d'essais au sein de son vaste réseau de tests et des siècles d'expérience cumulée des agronomes Bayer du monde entier. Le résultat est un système expert qui répond rapidement et précisément aux questions liées à l'agronomie, à la gestion agricole et aux produits agricoles Bayer. Au lieu d'un processus fastidieux, le système intuitif répond au langage naturel et peut générer des informations expertes en quelques secondes. Validé par des agronomes, le projet pilote débloque déjà la productivité des équipes de Bayer aux États-Unis tout en surpassant considérablement les LLM prêts à l'emploi actuellement utilisés sur le marché agricole. L'avantage futur par rapport à la réalité d'aujourd'hui : Un agriculteur pose à son conseiller agronomique une série de questions détaillées sur les caractéristiques d'un pro-



duit, ses performances dans des conditions spécifiques et les taux d'application. Aujourd'hui, le conseiller recherche des documents en ligne, envoie des messages texte à des collègues, rassemble des informations provenant de plusieurs sources et prépare une réponse, pendant que l'agriculteur attend des heures ou des jours pour obtenir des informations urgentes. Le système expert GenAI de Bayer change la donne, en rendant de meilleures informations plus rapidement et plus facilement disponibles. « Notre système unique GenAI a le potentiel de servir les agronomes et de bénéficier aux agriculteurs du monde entier, faisant ainsi progresser l'IA en tant que technologie indispensable pour l'agriculture », a déclaré Amanda McClerren, CIO et responsable de la transformation numérique et

des technologies de l'information pour la division Crop Science de Bayer. « Nous continuerons à utiliser l'IA traditionnelle pour développer de meilleurs produits, et nous nous engageons également à exploiter la nouvelle technologie GenAI d'une manière réfléchie qui renforce et soutient les experts compétents de l'ensemble du secteur, apportant ainsi de la valeur aux agriculteurs et à ceux qui les servent. » Développé en collaboration avec Microsoft en tant que partenaire technologique de premier plan et Ernst & Young (EY) en tant que partenaire industriel, Bayer explore les moyens d'intégrer le système expert GenAI dans ses offres numériques, et la société anticipe de larges opportunités de collaboration avec d'autres offres et partenaires agricoles. Conçu comme une capacité mondiale, l'outil bénéficiera à l'avenir à des millions de petits exploitants agricoles en démocratisant l'accès aux conseils agronomiques et aux informations sur les produits essentiels pour nourrir les communautés et améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

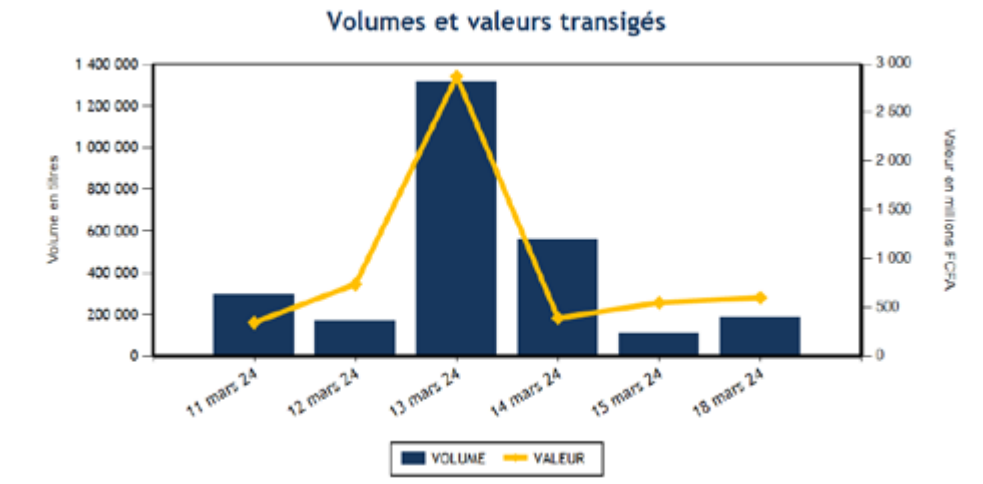
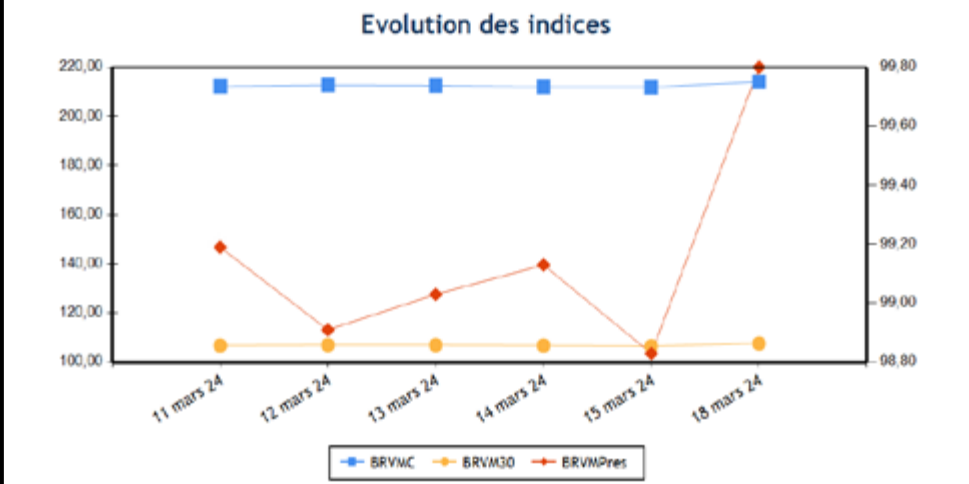
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 18 mars 2024

N° 54

BRVM COMPOSITE	214,13	BRVM 30	107,63	BRVM PRESTIGE	99,80
Variation Jour	1,04 %	Variation Jour	0,98 %	Variation Jour	0,98 %
Variation annuelle	-0,01 %	Variation annuelle	-0,20 %	Variation annuelle	-1,65 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 966 341 173 511	1,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	175 725	71,50 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	511 015 752	4,56 %
Nombre de titres transigés	39	-2,50 %
Nombre de titres en hausse	22	46,67 %
Nombre de titres en baisse	6	-53,85 %
Nombre de titres inchangés	11	-8,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	790	7,48 %	-5,95 %
SOGB CI (SOGC)	3 760	7,43 %	14,98 %
SITAB CI (STBC)	6 745	7,06 %	13,46 %
SAPH CI (SPHC)	2 400	6,19 %	2,13 %
BERNABE CI (BNBC)	1 200	5,26 %	20,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	99,80	0,98 %	-1,65 %	59 940	204 907 465	6,65
BRVM-PRINCIPAL	36	104,26	1,30 %	0,29 %	115 785	306 108 287	12,72

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,33	1,37 %	1,29 %	15 398	25 827 155	40,15
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	528,10	0,93 %	-0,63 %	21 786	190 723 910	8,08
BRVM - FINANCES	15	86,91	0,45 %	0,57 %	35 604	123 639 312	6,51
BRVM - TRANSPORT	2	372,73	0,00 %	12,62 %	7 194	10 831 755	8,26
BRVM - AGRICULTURE	5	171,74	5,09 %	6,30 %	6 605	42 079 535	7,46
BRVM - DISTRIBUTION	7	309,35	3,56 %	-5,75 %	89 138	117 914 085	10,91
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	993,28	0,00 %	-10,55 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,97
Taux de rendement moyen du marché	8,43
Taux de rentabilité moyen du marché	11,22
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	339 219,00
Valeur moyenne annuelle par séance	777 085 522,24

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 362 771 549 078	-0,02 %
Volume échangé	9 128	45,40 %
Valeur transigée (FCFA)	90 068 200	46,79 %
Nombre de titres transigés	4	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 700	-1,30 %	5,75 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	445	-1,11 %	-6,32 %
UNIWAX CI (UNXC)	530	-0,93 %	-0,93 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	760	-0,65 %	-3,80 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 455	-0,62 %	1,49 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,00
Ratio moyen de satisfaction	18,43
Ratio moyen de tendance	460,53
Ratio moyen de couverture	21,71
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,28
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Valeur moyenne annuelle par séance

Ratio moyen de liquidité

Ratio moyen de satisfaction

Ratio moyen de tendance

Ratio moyen de couverture

Volume annuel échangé / nombre de séances

Valeur annuelle échangée / nombre de séances

Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres de vente)

Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)

Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation

PER moyen du marché

Taux de rendement moyen

Prime de risque du marché

Moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)

Moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif

Moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende

Moyenne des taux de rentabilité des actions cotées

11 / le PER moyen du marché - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma

Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01

Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 65

Fax : +225 20 32 66 64

E mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

France

Un milliard d'euros pour construire des logements intermédiaires

Pour répondre à la crise du manque de logements, les ministres de l'Economie et du Logement ont annoncé, ce jeudi, la mobilisation d'un milliard d'euros « dans les mois qui viennent » pour réaliser 10.000 logements intermédiaires. Ces logements permettent aux classes moyennes de se loger à des tarifs inférieurs de 10 à 15% aux tarifs du marché.

Le gouvernement répond aux critiques qui l'accusent de ne pas agir pour résoudre la crise du logement. Ce jeudi, les ministres de l'Economie et du Logement ont annoncé que près d'un milliard d'euros vont être mobilisés « dans les mois qui viennent » pour réaliser 10.000 logements intermédiaires. Le logement locatif intermédiaire (LLI) a été créé en 2014. Réservé aux zones tendues où les loyers s'envolent, il permet à des ménages des classes moyennes dont le revenu est trop élevé pour prétendre à un logement social de trouver un toit. Ils permettent aux classes moyennes de se loger à des tarifs inférieurs de 10 à 15% aux tarifs du marché. L'objectif, selon Bruno Le Maire, est de « développer massivement l'offre de logements intermédiaires qui permet de classes moyennes de se loger à des tarifs inférieurs de 10 à 15% aux tarifs du marché », a-t-il indiqué dans un communiqué.

Un financement public et privé

« Pour ça il faut des investissements et il faut les investisseurs », a ajouté le ministre. Pour l'Etat, « ce n'est pas de la dépense budgétaire, je tiens à le préciser, c'est de l'investissement », a-t-il insisté. Sur cette somme, 400 millions d'euros seront « fournis par 14 assureurs (et) 250 millions d'euros fournis



par la Caisse des dépôts et consignations » (CDC), tandis que l'État « mobilisera des fonds propres », a précisé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire à l'issue d'une réunion avec la fédération des assureurs et la CDC. « Les assureurs s'engagent à apporter plus de 400 millions de fonds propres en faveur du financement du secteur du logement intermédiaire », selon le communiqué citant AG2R La Mondiale, Allianz France, Assurances du Crédit Mutuel, Axa, BNP Paribas Cardif, BPCE Assurances, CNP Assurances, Crédit Agricole Assurances, Groupama, Groupe MAIF, SMABTP, Société Générale Assurances, Suravenir, et Groupe VYV.

Une crise qui touche particulièrement les moins aisés

Le manque de construction de logements neufs, l'augmentation des logements vacants et surtout le gel des transactions dû à la hausse des taux d'intérêt sont les trois principaux facteurs de

la crise qui touche l'immobilier en ce moment. Résultats, après une phase de croissance constante, la production a atteint un peu plus de 15.000 logements intermédiaires par an, rappelle le communiqué du gouvernement qui veut « doubler d'ici 2026 la production de logements intermédiaires afin d'accélérer la mobilité résidentielle, notamment depuis le logement social ». Car « la crise du logement s'accélère à un rythme extrêmement inquiétant, face à cela, le gouvernement continue une politique d'austerité, ce qui est pour nous une erreur fondamentale », avait lâché lors d'une conférence de presse le 1er février, Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. La crise touche d'une part les populations les plus fragiles à savoir les sans-abris. Au total, 330.000 personnes sont sans domicile. Un chiffre qui a plus que doublé en dix ans. Fin janvier déjà, l'Union sociale pour l'habitat (USH) avait tiré la sonnette d'alarme.

(Avec AFP)

Niveau de vie, santé

Le monde post-Covid a rebondi, en oubliant les pauvres

Le niveau de développement dans le monde d'avant la pandémie est bon chez les pays riches, mais un fossé s'est creusé avec les pays pauvres.

L'humanité a retrouvé son niveau de développement d'avant la pandémie, mais le record prévu pour 2023 cache un fossé qui désormais se creuse entre pays riches et pauvres dans un monde fragile comme un «château de cartes», met en garde l'ONU. En 2020 et 2021, pour la première fois depuis sa création il y a plus de 30 ans, l'indice de développement humain, qui prend en compte espérance de vie, éducation, et niveau de vie, avait reculé deux années de suite, revenant cinq ans en arrière en raison d'une superposition de crises sans précédent, dont le Covid-19. Mais depuis «nous avons vu un rebond», explique à l'AFP Achim Steiner, patron du Programme de l'ONU pour le développement (Pnud) qui publie ce rapport mercredi. Ainsi, les estimations pour 2023 prévoient un record historique de l'indice au niveau mondial, avec un retour de toutes ses composantes «au-dessus des niveaux pré-2019». Même si Covid et impacts de la guerre en Ukraine ont ralenti la trajectoire espérée précédemment. Mais ce qui ressemble à une bonne nouvelle cache un fossé inattendu entre pays riches et pays pauvres. «La première fois que j'ai vu les résultats, j'ai demandé à l'équipe de vérifier les données», a com-



menté devant la presse Pedro Conceição, responsable du rapport. «Nous constatons que les segments les plus pauvres et les plus vulnérables de notre société sont laissés pour compte», alors que les objectifs de développement de l'ONU pour 2030 visent à ce que personne ne soit laissé pour compte, en commençant «par ceux qui sont le plus loin derrière», a-t-il insisté. Et ce résultat est «très inquiétant» après «20 années lors desquelles les pays ont convergé en termes de revenus, d'espérance de vie et d'éducation», insiste Achim Steiner. Au sommet de la liste de l'indice de développement se trouvent toujours la Suisse, la Norvège et l'Islande. Comme eux, les autres pays de l'OCDE devraient tous avoir retrouvé en 2023 leur niveau de développement de 2019.

«Méfiance et polarisation»

En queue de peloton, la So-

malie, le Soudan du Sud et la Centrafrique. Plus de la moitié des pays les moins avancés n'ont pas récupéré des impacts de la pandémie, la plupart sur le continent africain. Il y a aussi «un groupe extrême» de pays comme le Soudan, l'Afghanistan ou la Birmanie que «la combinaison de la pandémie, de crises fiscales et de conflits, parfois de guerres civiles, a piégés dans une situation où la reprise n'est pas au programme», déplore Achim Steiner, rejetant le «récit habituel selon lequel le monde est en train de se remettre». Selon le Pnud, l'Afghanistan a par exemple perdu 10 ans en termes de développement humain, et en Ukraine, l'indice est à son plus bas depuis 2004. Et le fossé qui se creuse met encore plus en péril un monde multipolaire, géopolitiquement plus divisé que jamais.

(afp)

Aérospatial

La fusée Starship perdue lors de la redescente

Après deux essais ratés, le vaisseau de SpaceX a bien décollé, mais c'est au retour qu'il y a eu un problème.

L'immense fusée Starship de SpaceX, destinée à terme à des voyages vers la Lune et Mars, a décollé jeudi aux États-Unis pour un troisième vol d'essai, après deux premiers tests s'étant soldés par des explosions l'année dernière. Ce troisième vol d'essai s'est soldé par la perte du vaisseau au moment de son retour vers la Terre, mais l'entreprise spatiale américaine s'est félicitée d'avoir rempli de nouveaux objectifs. «Starship n'a jamais volé aussi loin et aussi vite», a déclaré une commentatrice lors du direct vidéo de l'entreprise du milliardaire Elon Musk. Avec ses 120 mètres de haut, Starship est la fusée la plus grande du monde. Elle est aussi la plus puissante. Le décollage a eu lieu depuis la base spatiale «Starbase» de SpaceX, à Boca Chica, dans l'extrême sud du Texas, comme les deux premiers



tests qui s'étaient achevés dans de spectaculaires explosions l'année dernière. Pour ce troisième essai, SpaceX avait dit vouloir accomplir plusieurs «objectifs ambitieux». La fusée est composée de deux étages: l'étage de propulsion Super Heavy, et au-dessus le vaisseau Starship, qui donne par extension son nom à la fusée entière. Les deux étages se sont séparés avec succès quelques minutes après le décollage.

Un «amerrissage dur»

Super Heavy devait ensuite retomber en douceur dans

le Golfe du Mexique, mais n'a pas complètement réussi cette manœuvre et a expérimenté un «amerrissage dur», selon un commentateur lors du direct vidéo de l'entreprise. Le vaisseau a lui continué sa course durant environ une heure. Il a largement dépassé la frontière de l'espace, atteignant les plus de 200 km d'altitude selon la vidéo de SpaceX, suivie par plus de trois millions de personnes. Il devait retomber dans l'océan Indien pour clore le test (sans survivre à l'impact). Mais le vaisseau a été «perdu» alors qu'il redescendait vers la Terre, a dit un commentateur. Des images impressionnantes capturées par une caméra sur le vaisseau l'ont montré illuminé de plasma orange alors qu'il rentrait dans l'atmosphère terrestre, sous l'effet de la chaleur provoquée par la friction.

(afp)

McDonald's

Une panne mondiale entraîne la fermeture de nombreux restaurants

Une « panne technologique » a entraîné la fermeture de nombreux restaurants McDonald's partout dans le monde ce vendredi 15 mars. La filiale française de la chaîne de restauration rapide, qui compte près de 1500 établissements en France, a également été touchée.

McDonald's est frappé par une panne mondiale ce vendredi 15 mars. États-Unis, Australie, Royaume-Uni, Japon, Hong Kong, France... Comme le rapporte The Wall Street Journal, de nombreux restaurants de la franchise américaine ont été empêchés d'ouvrir et de fermer, d'accepter des paiements par carte de crédit et de recevoir des commandes partout dans le monde. Selon quotidien économique américain, les actions de McDonald's ont baissé de 0,6% en début de séance vendredi, quand l'in-

dice boursier américain S&P 500 étant en baisse de 0,4%. Auprès du Wall Street Journal, McDonald's a fait état d'une « panne technologique » mondiale affectant ses restaurants et a indiqué que le problème était en train d'être résolu ce matin. La panne ne serait pas liée à un incident de cybersécurité, selon la franchise. McDonald's n'a pas précisé le nombre de restaurants touchés par la panne. De nombreux clients se sont plaints sur les réseaux sociaux en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Royaume-Uni ou en Autriche. Selon BFMTV, la filiale française de la chaîne, qui compte

près de 1500 restaurants en France, a également été touchée. McDonald's France a indiqué à BFMTV que le problème était maintenant « résolu » et qu'il n'était « pas lié à un événement de cybersécurité ».

Une panne informatique en octobre dernier

En octobre dernier, une panne informatique chez le prestataire de paiements Worldline avait déjà perturbé le paiement par carte bancaire dans plusieurs enseignes en France, dont McDonald's.

latribune.fr



GRUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Secrétariat du GIABA, Dakar, Sénégal. – 14 mars 2024. * Email : secretariat@giaba.org - Website : www.giaba.org*

JOURNEE DE SENSIBILISATION ET MISSION DE PLAIDOYER AUPRES DES MEDIAS TOGOLAIS

Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) organise, **du 20 au 21 mars 2024 à Lomé (Togo)**, une journée de sensibilisation des journalistes et une mission de plaidoyer auprès des médias togolais.

Cette rencontre vise à exploiter le potentiel des médias pour accroître la sensibilisation sur les questions de lutte contre le blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (LBC/FT) ; à créer une alliance avec les journalistes pour une meilleure diffusion de l'information sur les dispositifs de LBC/FT et sur les missions du GIABA ; à accroître l'intérêt des responsables des médias sur les questions relatives aux crimes économiques et financiers et le rôle qui est le leur ; d'assurer la liaison avec les médias pour éduquer la population sur l'impact négatif du BC/FT ; et à susciter l'intérêt du public à soutenir les efforts menés par le GIABA.

Les médias constituent l'épine dorsale dans la promotion de la bonne gouvernance. Et, le GIABA, reconnaissant leur rôle, voudrait contribuer aux réflexions en cours sur les plans national, régional et international pour protéger les États contre les crimes économiques et financiers, l'extrémisme, le radicalisme et la criminalité transnationale organisée, en particulier le BC/FT.

Au total, 25 journalistes bénéficieront de cette séance consacrée au rôle des médias dans la lutte contre les crimes économiques et financiers, tandis que le Directeur Général du GIABA effectuera une visite de plaidoyer auprès de cinq (5) organes de presse pour leur pleine implication dans la lutte.

Complexe SICAP, Point -E, Immeuble A 1er étage, Av. Cheikh-Anta-DIOP x Canal IV
BP. 32400, Dakar-Ponty, Sénégal Tél.: (+221) 33 859 18 18 / 33 824 17 52 Fax: (+221) 33 824 17 45
www.ecowas.int secretariat@giaba.org www.giaba.org

HOROSCOPE finance

Bélier Bien que la sécurité matérielle fasse toujours partie de vos priorités, vous risquez de vous intéresser d'un peu moins près que dernièrement à l'état de vos finances. Et surtout, n'étant plus soumis à l'influence rigoureuse et raisonnable de Saturne, vous pourriez vous permettre quelques dérapages plus ou moins contrôlés, qui auront de fâcheux effets sur l'équilibre de votre budget. C'est pourquoi vous devrez vous surveiller de très près.

Taureau C'est une fois de plus dans le domaine financier que pourra se faire sentir l'influence perturbante de Pluton mal aspecté. Pluton ainsi placé n'est pas forcément négatif, mais il risque de provoquer des retards dans vos affaires ou vos rentrées d'argent, ce qui pourra bien évidemment perturber vos projets. Par mesure de précaution, mieux vaudrait donc limiter sérieusement vos dépenses et éviter, si possible, de vous lancer en ce moment dans des opérations financières d'envergure.

Gémeaux Uranus, bien positionné dans votre Ciel, vous portera chance. Ce sera le moment d'effectuer d'importantes transactions. Vous pourrez aussi faire fructifier vos ressources. Si vous avez le problème de recherche d'un logement, le moment sera idéal pour le résoudre.

Cancer Attention à Mars ! Cette planète a plutôt mauvaise réputation quand elle s'attaque aux finances. Alors, gardez sur votre compte les maigres subsides que vous aurez pu sauver de l'enfer des soldes ou promotions !

Lion Méfiez-vous des dépenses exagérées, faites pour jeter de la poudre aux yeux de votre entourage. Comptez plutôt sur vos qualités personnelles pour vous mettre en valeur et évitez les extravagances qui ne joueraient d'ailleurs pas à votre avantage et qui, en outre, entameraient sérieusement votre budget.

Vierge Vous serez très tenté d'adopter le mode d'investissement que l'on vous aura proposé, même si cela vous oblige à vous endetter. Les arguments en faveur d'une telle démarche ne manqueront pas. Mais si vous analysez bien la situation, vous vous rendrez compte peut-être que l'opération est susceptible de vous apporter plus d'ennuis que de profits. Pour en avoir le cœur net, étudiez la question avec une personne compétente.

Balance Saturne vous donnera l'habileté en matière de gestion financière. Vous alliez avec bonheur l'intuition au sens des réalités. Evitez cependant de prendre des risques excessifs.

Scorpion Le Soleil exercera une influence très positive, vous aidant à garder votre équilibre financier, voire même à mieux gérer votre budget. Jupiter, de son côté, vous vaudra une phase très faste sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque, de signer des contrats, de revoir vos placements. Tout vous réussira.

Sagittaire Vous aurez intérêt à vous surveiller du coin de l'oeil en matière financière. Sans quoi, vous risquez de vous retrouver dans une situation délicate. Vous serez enclin à céder à votre goût du luxe et du confort, et manquerez de réalisme. Aussi, vous n'aurez guère envie de mettre le nez dans vos comptes, et vous ferez comme si tout allait pour le mieux. Voilà une attitude qui risque de vous coûter cher !

Capricorne Pluton vous conseillera d'éviter les dépenses excessives, de ne pas céder à vos goûts de luxe. Quelques complications possibles concernant le patrimoine, un héritage. Faites preuve de lucidité.

Verseau L'influence du Soleil dans le secteur argent va mettre momentanément l'accent sur votre équilibre financier. Vous aurez l'occasion d'améliorer votre situation. N'hésitez pas à réclamer votre dû, quels que soient vos débiteurs.

Poisson Pluton mal aspecté pourra provoquer quelques remous dans le domaine financier. Si votre situation pécuniaire est saine, tout ira bien. Dans le cas contraire, ce ne sera vraiment pas le moment de prendre des risques.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0650/07/09/2022/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

**AVIS DE RECRUTEMENT****POSTE A POURVOIR : CHEF DE BUREAU (H/F)**

Véritable instrument dans le mécanisme de financement du développement de l'Afrique, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a joué un rôle important au cours de ces 47 dernières années en faveur de l'intégration économique de ses quatorze Etats membres, avec plus de 4000 milliards FCFA mobilisés grâce à ses interventions.

Fort de ses propres expériences, le FAGACE est conscient de la nécessité de se moderniser face à un environnement international en perpétuelle mutation et dans une Afrique à fort besoin d'intégration.

Dans le cadre du nouveau Plan Stratégique 2021-2025 qui constitue la boussole de notre Institution au cours de ces cinq (05) prochaines années, il est important de présenter la vision du FAGACE qui se résume à : « Faire du FAGACE une Institution moderne qui contribue au financement du développement et à l'intégration économique et financière en Afrique ».

Par conséquent, en alignement de cette vision, le Fonds cherche à embaucher un **Chef de Bureau** hautement qualifié pour sa Représentation Régionale de l'Afrique de l'Ouest basée au Sénégal (Dakar).

Missions

Le titulaire du poste travaillera sous la responsabilité directe du Représentant Régional avec les missions suivantes : contribuer au développement des activités et de la rentabilité par l'identification, l'analyse, la maîtrise et le suivi des risques des demandes de garantie et engagements du FAGACE.

Responsabilités

- Démarcher les banques et partenaires afin de disposer de demandes de garantie ;
- Monter et structurer les dossiers de garantie ;
- Préparer les dossiers de demande de garantie pour le Comité d'Evaluation et le Comité de Garantie et participer auxdits comités internes ;
- Suivre les dossiers en examen auprès des Instances de décision et procéder à la rédaction d'éventuels compléments d'informations ;
- Préparer les notifications et les fiches de mise en place pour certains gros dossiers ou sensibles ;
- Préparer les dossiers de garantie à l'endroit des fonds de garantie nationaux et internationaux ;
- Préparer en collaboration avec le supérieur hiérarchique, la documentation nécessaire à la tenue des différents Comités et du Conseil d'Administration ;
- Suivre les relations avec les partenaires financiers et techniques ;
- Gérer les moyens généraux de la Représentation ;
- Organiser des rencontres régulières avec les partenaires bancaires au siège de la Représentation ;
- Organiser des campagnes de promotion des produits et services du FAGACE ;
- Mettre en place un répertoire des partenaires du Fonds dans la zone UEMOA et Mauritanie.

Profil

- Être titulaire au moins d'un diplôme de niveau BAC+5 en Finance, Comptabilité, Gestion, Economie ou toute autre qualification équivalente ;
- Avoir au moins dix (10) années d'expériences professionnelles avérées et prouvées dont cinq (05) ans à un poste Responsable Crédit au sein d'une Institution Financière ;
- Maîtriser les garanties financières ;
- Maîtriser les analyses contradictoires de crédit et de la gestion de portefeuille ;
- Maîtriser les techniques d'analyse financière et de la comptabilité ;
- Maîtriser la réglementation bancaire ;
- Avoir un fort tempérament commercial ;
- Maîtriser les outils informatiques et de bureautique ;
- Avoir une parfaite connaissance du management du risque de crédit
- Avoir de bonnes connaissances en informatique ;
- Être rigoureux et autonome, réactif et proactif ;
- Disposer d'un bon niveau d'anglais ;
- Être capable de travailler sous pression ;
- Être de bonne moralité et avoir une grande capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le sens des responsabilités et de la retenue professionnelle ;
- Savoir gérer les priorités et être force de propositions ;
- Être ressortissant d'un des quatorze (14) Etats membres du Fonds ;
- Limite d'âge : Maximum 50 ans au 31 décembre 2023.

Lieu du poste : Dakar, Sénégal

Dépôt des candidatures et pièces à fournir :

Le dossier de candidature doit parvenir au FAGACE **uniquement par mail** (à l'adresse jobstalents@fagace.org à l'attention de Monsieur le Directeur Général, avec la mention **obligatoire en objet** « **CANDIDATURE AU POSTE DE CHEF DE BUREAU DU FAGACE** »).

La présente offre expire le 27 mars 2024 inclus à 17h00 mn (GMT).

Le dossier de candidature comprend :

- La fiche de candidature à remplir obligatoirement sous peine de rejet du dossier (fiche à télécharger sur le site web www.fagace.org dans la rubrique FAGACE& VOUS) ;
- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général du FAGACE ;
- Un Curriculum vitae détaillé (plus une photo couleur). Les coordonnées de vos différents employeurs doivent être mentionnées sur le CV ainsi que trois (03) références professionnelles ;
- Une copie de la carte d'identité nationale ;
- Un casier judiciaire daté de moins de trois (03) mois.

NB : **Aucun dossier physique ne sera pris en compte. Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seules les candidatures retenues pour les tests seront contactées par le FAGACE.**

Préfecture des Lacs

Faure Gnassingbé promeut le développement local

En marge du premier séminaire gouvernemental qui s'est tenu récemment à Aného, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a entrepris une série de visites surprises dans divers sites de la préfecture des Lacs.

Attaché au développement de l'écosystème et à la préservation de l'environnement, le chef de l'État a marqué son engagement en plantant symboliquement un baobab, un arbre chargé de significations profondes et ancré dans la culture locale. Par la suite, le Président s'est rendu au Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC), où il a eu l'occasion d'apprécier le talent de jeunes passion-

nés jouant aux échecs. Cette halte témoigne de l'importance accordée à l'éducation et à la promotion des activités culturelles par le gouvernement. La visite s'est conclue sur le chantier du Centre multifonctionnel des jeunes d'Aného, un projet ambitieux destiné à offrir à la jeunesse locale des espaces pour développer leurs talents et leurs initiatives entrepreneuriales. Cette infrastructure, qui combinera des installations sportives et des espaces dédiés à l'entre-

preneuriat, s'inscrit dans une vision globale visant à renforcer l'autonomisation des jeunes et à dynamiser le développement local. À chaque étape de son parcours, le Président Gnassingbé a été chaleureusement accueilli et ovationné par les habitants des localités visitées, témoignant ainsi du soutien et de l'enthousiasme de la population envers les initiatives visant à améliorer leur quotidien et à favoriser leur épanouissement.



Bénin – Togo

UK Export Finance annonce des investissements

UK Export Finance a annoncé le 8 mars 2024, la signature avec le ministre béninois de l'économie, des finances et des programmes de dénationalisation, Romuald Wadagni, d'un protocole d'accord avec le PDG Tim Reid, en présence d'Harriet Thompson, ambassadrice non-résidente au Bénin et haut-commissaire non-résidente au Togo.

● Wilson Lawson

UK Export Finance (UKEF) affirme ainsi la volonté du Royaume-Uni à financer des projets au Bénin et au Togo. Tim Reid a également rencontré le ministre des finances et le ministre de l'énergie et des mines du Togo pour discuter de nouvelles opportunités de soutien à des projets dans les domaines des infrastructures, des transports, de l'électrification rurale et de divers autres secteurs. Sa visite a été programmée pour coïncider avec une mission commerciale britannique de trois jours à Cotonou, au Bénin, aux côtés de la société londonienne de commerce et d'investissement DMA Invest. La mission commerciale a été l'occasion de stimuler le commerce et les investissements entre le Bénin et le Royaume-Uni en renforçant les liens entre les organisations béninoises et les entreprises britanniques. Parmi les participants à la mission commerciale figurait Hitech Construction, qui construit la route Sokode-Bénin avec le soutien de près de 70 millions de livres sterling de financement de l'UKEF. L'UKEF a également fourni plus de 100 millions de livres sterling



de financement pour le développement de la cité ministérielle de Cotonou. Tim Reid, PDG de UK Export Finance, a déclaré : « Le Bénin et le Togo ont des projets ambitieux en matière d'infrastructures et de développement. UK Export Finance soutient déjà des projets passionnants en cours comme la cité ministérielle de Cotonou et la route Sokodé-Bénin. Ma visite me donne l'occasion de montrer très clairement que le UK Export Finance est capable de faire encore plus, avec des milliards de livres disponibles pour aider les acheteurs locaux à accéder aux exportations britanniques. » Harriet Thompson, Ambassadrice non-résidente au Bénin et Haut-Commissaire non-résidente au Togo, a déclaré : « Je suis ravi de voir le Royaume-Uni et le Bénin renforcer leur partenariat économique grâce à ce nouveau protocole d'accord.

Nous constatons un intérêt croissant du secteur privé britannique pour les marchés béninois et togolais, et le soutien de UK Export Finance contribuera à débloquer les priorités d'investissement public dans les deux pays. » Avec un représentant à Accra axé sur la recherche de nouvelles opportunités commerciales dans toute l'Afrique de l'Ouest francophone, l'UKEF peut aider les organisations des secteurs public et privé à obtenir un financement par emprunt et des fournisseurs britanniques pour une gamme de projets d'infrastructures, d'énergie et de transport. En octobre 2023, l'UKEF a travaillé avec DMA Invest pour organiser le deuxième Sommet sur le commerce et l'investissement entre le Royaume-Uni et l'Afrique occidentale et centrale francophone à Londres.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Contrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalcaïques, naturels et crâtes phosphatées	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés des classes, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments)...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Soudan	5,0	Dats-Lévi	2,7
Malaisie	4,0	Malaisie	2,7
Source : Contrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalcaïques, naturels et crâtes phosphatées	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés des classes, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments)...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés des classes, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments)...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés des classes, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments)...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Le Sahr

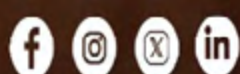
LE RÉGAL DU MATIN
POUR UN JEÛNE SEREIN

 du Mar. 12 Mars
au Mer. 11 Avril

11.500
FCFA

Servi et délivré en chambre
de 03h00 à 05h30 du matin

+228 92 54 46 20
foodbev@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL - LOME
★★★★★